

en vérité que les gens s'y sont pris à rebours pour organiser les campagnes; ils ont tenté de les établir au point de vue industriel plutôt qu'au point de vue rural. L'exploitation des richesses naturelles du pays constitue le premier devoir qui s'impose au Gouvernement et on ne pourra rien faire en ce sens en groupant les gens dans les grands centres. Je pourrais parler longuement de ce qui ne va pas dans les campagnes, mais je puis vous dire qu'une des premières choses à considérer est le manque de rémunération. Il est impossible de conserver des ouvriers ou d'entreprendre aucun travail si ces gens ne sont pas convenablement rétribués pour leur travail. Naguère, il n'a pas fallu longtemps aux jeunes gens pour apprendre que la rémunération et les conditions étaient plus avantageuses dans les villes qu'à la campagne, et ils se sont dirigés vers elles. Nous ne saurions les en blâmer, leur conduite était toute naturelle et d'autres en feront autant. Il est probable que tous ceux qui habitent des régions rurales seront de mon avis à propos de ce que je vais dire. Je sais que c'est vrai dans la région que j'habite et que je connais fort bien. Examinez cette région et choisissez les meilleurs établissements et les gens les plus intelligents et, presque toujours, vous constaterez que les meilleurs et les plus brillants des enfants ont quitté la campagne pour les villes. Je ne chercherai pas la solution de cet état de choses. Je me contente d'indiquer les faits, et j'invite le Gouvernement à en prendre connaissance et à y remédier.

Le Gouvernement mérite des félicitations pour le succès remporté par les ministres dans la négociation de conventions commerciales à l'étranger. Je m'étonne toutefois qu'on aille si loin pour obtenir des conditions favorables à l'extension de notre commerce, quand la politique constante de ce pays a été de mettre des obstacles à l'échange de nos produits avec ceux de l'extérieur. Cela me paraît contradictoire. Mon opinion est qu'il suffirait de faire disparaître les entraves mises au commerce pour que celui-ci prenne son cours naturel, pour le plus grand avantage de toutes les parties du pays.

Le ministre du Commerce a fait un voyage en Australie, mais il paraît qu'il n'a pas réussi à conclure un arrangement. Je le regrette, car comme Anglais je voudrais voir toutes les parties de l'empire britannique étroitement unies entre elles. En me reportant à quelques années passées j'ai lieu d'être surpris qu'on fasse tant d'efforts pour nouer des relations de commerce avec des contrées lointaines, après avoir repoussé l'occasion de traiter avec nos voisins immédiats.

Je ne veux pas trop blâmer nos ministres d'aller au loin pour nous en rapporter des [M. Forke.]

traités commerciaux, mais j'aimerais qu'on fit plus de cas des chances qui s'offrent à nos portes. Nous avons de quoi faire ici. Le Canada entretient à l'étranger des agents de commerce, et j'ai tout lieu de croire qu'ils s'acquittent de leur mission et nous procurent des affaires. Mais nous n'avons aux Etats-Unis qu'un seul commissaire stationné à New-York. Il me semble qu'on pourrait donner plus d'extension à ce service.

Le chef du Gouvernement a déclaré que nos différents réseaux de chemins de fer seront réunis et fondus en un seul grand réseau. Cette nouvelle a dû plaire à la Chambre. La question est venue l'année dernière devant nous et on ne peut que se réjouir de la décision prise par le Gouvernement et l'en féliciter. Un nouveau bureau a été créé sous la présidence de sir Henry Thornton. Celui-ci a fait la meilleure impression dans le pays. Le chef de l'opposition (M. Meighen) a osé une légère critique en apprenant la nomination de sir Henry Thornton, mais je ne doute pas que celui-ci ne s'en portera pas plus mal et saura s'acquitter de sa tâche comme il convient. Nous sommes tous désireux de faciliter au nouvel administrateur la direction de notre réseau. La question est trop importante pour y tolérer l'intervention de la politique; j'espère que le favoritisme en sera effectivement banni, que la direction aura pleine liberté d'agir et que le régime de l'exploitation gouvernementale sera mis loyalement à l'essai dans toute l'étendue du Dominion.

On a eu lieu de se plaindre, l'automne dernier, des tarifs de transport sur les Grands lacs. Le Gouvernement a nommé une commission d'enquête. Je ne saurais dire au juste où est le mal, mais on pense dans l'Ouest que l'initiative du Gouvernement aurait dû se produire plus tôt. Son intervention vient un peu tard, du moins en ce qui concerne les inconvénients constatés l'automne dernier. Toutefois, espérons en l'avenir.

Les cultivateurs, et la population de l'Ouest généralement, ont accueilli avec satisfaction la restauration des tarifs du pas du Nid-de-Corbeau pour le transport du grain dès l'automne passé. Je ne veux pas être injuste pour le chef de l'opposition (M. Meighen) et je le crois absolument sincère quand il affirme qu'il sympathise avec les populations de l'Ouest dans leurs difficultés. Je répète que je le crois sincère, mais il n'en est pas moins vrai qu'on l'a vu faire opposition, lors de la session précédente, à toute réduction des tarifs. C'est peut-être délicat de toucher à cette question en ce moment; mais j'ai cru que je devais en dire un mot.

Le très hon. M. MEIGHEN: Je ne blâme pas notre collègue de toucher à la question,